

# Les zones d'ombre budgétaires du programme Macron

Par David Bensoussan et Laurent Fargues le 23.03.2022 à 16h36

🕒 Lecture 4 min.

ABONNÉS

BOURSE >

LE 23/03 À 18H05

CAC 40 -1,17% 6581,43

🔍 RECHERCHER UNE VALEUR

Le chiffrage du président candidat repose sur des hypothèses de croissance très optimistes et se montre très chiche en mesures d'économies précises.

## SUR LE MÊME SUJET

- Réformes: pourquoi le candidat Macron n'est plus "disruptif"
- Présidentielle 2022: tout ce qu'il faut retenir des annonces d'Emmanuel Macron
- Présidentielle: le candidat Macron promet baisses d'impôts et plein emploi

"A Bercy, on s'est bidonné en voyant le chiffrage d'Emmanuel Macron. Pour le président sortant, ce n'est vraiment pas sérieux." A l'image de ce haut fonctionnaire du ministère, le programme présenté le 17 mars, a laissé les experts budgétaires sur leur faim. Et ce n'est pas les explications fournies a posteriori par son équipe de campagne et le rapporteur du budget à l'Assemblée, Laurent Saint-Martin, qui vont totalement les rassurer. Certes, le président candidat a promis de garder "nos ancrs de finances publiques": commencer à réduire la dette en 2027 et ramener le déficit public sous les 3% du PIB, contre 7% fin 2021. Le tout en finançant les dépenses du candidat (50 milliards d'euros) et les annonces du président (dégel du point d'indice des fonctionnaires, hausse du budget annuel de l'armée de dix milliards d'euros, de celui de l'Intérieur de 4,5 milliards...). Un vœu pieux?

## Une croissance inatteignable?

Le sérieux du cadrage budgétaire repose, en grande partie, sur des hypothèses de croissance potentielle très ambitieuses, pour ne pas dire trop. "Il table sur 1,8% alors que le Trésor prévoit 1,35%, poursuit notre haut fonctionnaire. On estime que le plan de relance a un impact de 0,1 point et là on gagnerait 0,45 point, ce n'est pas crédible." Cette croissance élevée résulterait des investissements d'avenir, notamment ceux du plan "France 2030", et des mesures de compétitivité comme la baisse des impôts de production. "Il est vrai que la guerre en Ukraine rend illusoire la tenue des objectifs de croissance pour 2022 mais le 1,8% en 2027 est possible si on fait les réformes de structure tôt, assure le député Laurent Saint-Martin. Il faut juste espérer que les effets inflationnistes de la guerre ne soient pas trop durables."

La croissance et le retour au quasi plein emploi (un chômage à 5%) sont censés dégager 30 milliards en recettes supplémentaires et en économies sur les prestations sociales. Sur ce total, 24 milliards iraient au financement des mesures présidentielles déjà annoncées et à la baisse du déficit. "La réduction des dépenses via la baisse du chômage, c'est une diminution conjoncturelle du déficit, pas structurelle", peste François Ecalte, ancien magistrat de la Cour des comptes, à la tête du site Fipeco. Seuls six milliards issus de la croissance seraient affectés au financement des nouvelles mesures du candidat, neuf autres seraient apportés par le report de l'âge légal de départ à la retraite à 65 ans et les 35 restant proviendraient de réformes de "modernisation" (15 milliards) et d'économies sur les dépenses de fonctionnement (20 milliards), sujettes à caution.

## Des économies très floues

Plus de la moitié des gains issus des réformes de modernisation est liée, en fait, à la lutte accrue contre la fraude fiscale et sociale. Une mesure "tarte à la crème" des programmes présidentiels, tous les candidats promettant d'être impitoyables sur le sujet. Macron n'est pas le plus ambitieux en la matière mais l'effort prévu est quand même colossal. "Depuis dix ans, la lutte contre la fraude fiscale rapporte autour de dix milliards et celle contre la fraude sociale trois milliards, cela reviendrait donc à augmenter le rendement de plus de 50%", remarque, sceptique, François Ecalle. Face aux critiques, l'équipe de campagne met en avant les progrès permis par le numérique et la "facturation électronique", qui va être généralisée, d'ici à 2026, à toutes les entreprises assujetties à la TVA. "Cela va avoir un impact massif sur la fraude à la TVA, estimée à 8 milliards pour la France." Au-delà de la fraude, le candidat tient compte de l'instauration d'un taux minimal effectif de 15% pour l'impôt sur les sociétés, décidée par les pays de l'OCDE. Selon un rapport du Conseil d'analyse économique, il permettrait d'augmenter les recettes fiscales de la France de six milliards.

Enfin, Emmanuel Macron vise 20 milliards d'économies de fonctionnement, réparties entre l'Etat et les collectivités locales. "Pour l'Etat, c'est du même ordre que ce que le gouvernement a fait avant la crise du Covid", assure l'équipe de campagne, promettant une baisse des frais de gestion de la sécurité sociale, la rationalisation des agences ou une meilleure mutualisation des fonctions administratives. Sans donner de mesure précise. Même flou artistique au niveau local. L'exécutif pourrait réactiver les contrats dits de "Cahors", dans lesquels l'Etat s'engageait à maintenir ses dotations si la hausse des dépenses ne dépassait pas 1,2% par an. "Cela avait plutôt bien marché mais rien n'est décidé, nous allons engager une grande concertation avec les élus", avance prudemment Laurent Saint-Martin. "La baisse des frais de fonctionnement, cela passe nécessairement par des suppressions de postes de fonctionnaires, pointe François Ecalle. Et sur ces coupes, Emmanuel Macron est bien silencieux." Et pour cause, il avait promis, en 2017, de supprimer 50.000 postes au sein de l'Etat et il ne devrait y en avoir guère plus de 1.250.

---